



COMMUNIQUE DE PRESSE DE SORTIE DU COMITE INTERMINISTERIEL D'ACTION SOCIALE DU 30 JUIN 2020

PAR LES ORGANISATIONS SYNDICALES FONCTION PUBLIQUE

CFE-CGC, CGT, FO, FSU et SOLIDAIRES

Les organisations syndicales ont pris acte de la volonté affichée de la DGAFP de limiter au maximum la sous-consommation des crédits d'action sociale pour 2020.

Ainsi, l'annonce de la réservation de 150 logements pérennes sur le budget 2020 en Ile de France (Paris et communes limitrophes) est une première réponse à nos revendications.

En revanche, au regard du risque accru de sous-consommation et malgré le besoin urgent de prestations sociales, nos autres propositions sont restées lettre morte.

En effet, malgré la présentation de projets concrets et chiffrés, de faisabilité immédiate, aucune réponse formelle n'a été fournie.

Aujourd'hui nous sommes encore loin du compte.

Pour reprendre nos propos liminaires : il faut donc que des mesures urgentes soient appliquées, que des décisions importantes soient prises rapidement, faute de quoi l'exécution budgétaire 2020 sera la plus calamiteuse que l'Action Sociale Interministérielle ait connue jusqu'ici.

Nous le redisons, des solutions existent, que la DGAFP nous donne les moyens de les mettre en œuvre afin de prouver que l'administration a bien pris la mesure de la situation et soutient véritablement l'action sociale en faveur de ses agents.